

## La société civile et l'OCDE

**Qui participe  
aux Forums  
de l'OCDE ?**

**Pourquoi  
la contribution  
de la société civile  
aux travaux  
des Comités  
est-elle importante ?**

**Comment la société  
civile contribue-t-elle  
à l'application  
et au suivi  
des décisions  
de l'OCDE ?**

**Par quels autres  
moyens la société  
civile peut-elle  
influer sur  
les travaux  
de l'OCDE ?**

**En quoi l'Internet  
est-il utile ?**

**Pour plus  
d'informations**

**Références**

**Où nous contacter ?**

### Introduction

La mondialisation ne laisse pratiquement personne indifférent. Les ministres de l'OCDE considèrent que la tâche de l'Organisation consiste à *optimiser* la mondialisation, à la mettre au service de tous et à la rendre durable, en saisissant les opportunités offertes par l'ouverture des marchés tout en répondant aux besoins de ceux qui risquent d'être laissés pour compte.

L'intérêt du public pour la mondialisation a amené l'OCDE à intensifier ses relations avec la société civile et ses analyses bénéficient désormais d'apports accrus de la part des organisations de la société civile (OSC). Les pays membres pensent que seul un dialogue permanent peut renforcer la confiance dans les institutions publiques et permettre au public de mieux comprendre les évolutions économiques et sociales qui caractérisent le monde actuel.

L'OCDE collabore avec la société civile depuis sa création, notamment par le biais du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC) et de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC). Ces deux organes consultatifs contribuent aux travaux de l'OCDE dans un certain nombre de domaines, notamment le développement durable, la biotechnologie, le gouvernement d'entreprise, l'emploi et la coopération pour le développement.

Depuis quelques années se sont ajoutées à la coopération de l'OCDE avec le BIAC et le TUAC des activités de coopération avec d'autres représentants de la société civile et avec des parlementaires, notamment dans le cadre de consultations régulières sur des thèmes spécifiques. Des consultations en ligne permettent au public de participer plus largement aux travaux de l'OCDE; le site Web de l'Organisation présente un large éventail de statistiques et de rapports. Des forums et des ateliers organisés dans le monde entier offrent la possibilité de débattre avec la société civile de questions de portée mondiale ou régionale. Les OSC interviennent à tous les stades de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi d'instruments issus des travaux de l'OCDE tels que les *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*, les *Principes de gouvernement d'entreprise*, les *Lignes directrices de l'OCDE régissant la sécurité des systèmes et réseaux d'information*; ou la *Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales*.

La présente Synthèse décrit quelques-uns des nombreux moyens de communication à même de permettre un dialogue productif entre l'OCDE et la société civile. ■

## Qui participe aux Forums de l'OCDE ?

Les Forums constituent, pour l'OCDE, un des moyens de mobiliser la société civile et les gouvernements, au sein de la zone OCDE, mais aussi en dehors de celle-ci. Ils sont centrés sur les aspects mondiaux d'un thème donné ou peuvent être consacrés à un sujet comme la gouvernance publique ou la politique de l'emploi dans une région ou un pays déterminé.

Les Forums peuvent servir à réunir tout un ensemble de données sur une question particulière. Les statistiques en constituent l'un des aspects. Une évaluation réaliste de la mondialisation et de ses effets exige le recours à des outils statistiques appropriés. Les statisticiens doivent repenser les classifications et les définitions et trouver de nouveaux moyens de mesurer de façon exhaustive les conséquences de la mondialisation au plan social, de même que pour le développement, l'environnement et l'économie. Le Forum organisé en 2004 par l'OCDE sur le thème *Statistiques, connaissances et politique* à Palerme (Italie) (voir [www.oecd.org/ocdworldforum](http://www.oecd.org/ocdworldforum)) a constitué un pas dans cette direction et l'OCDE doit organiser un Forum identique en 2007.

Dans le cadre des activités d'ouverture de l'OCDE vers les pays en dehors de la zone OCDE, les neuf Forums mondiaux traitent de questions spécifiques allant de l'agriculture à la fiscalité (voir encadré 1), souvent dans une perspective régionale. Par ailleurs, quatre centres de l'OCDE, situés à Washington, Tokyo, Mexico et Berlin, constituent des espaces d'échanges avec la société civile et des « vitrines » des travaux de l'Organisation dans leur région.

Le Forum de l'OCDE est, pour sa part, un « sommet aux multiples parties prenantes » qui rassemble des représentants des entreprises et des travailleurs, des personnalités de la société civile, des ministres et des dirigeants d'organisations internationales afin de débattre des principales questions à l'ordre du jour de la réunion annuelle des ministres de l'OCDE. Dans son rapport aux ministres de l'OCDE sur le Forum de l'OCDE 2005, le ministre suédois de l'Industrie et du Commerce, M. Thomas Östros, a déclaré : « on ne surestimera jamais la nécessité d'écouter les avis exprimés par la société civile. » ■

---

### Encadré 1. LES FORUMS MONDIAUX DE L'OCDE

Neuf Forums mondiaux de l'OCDE mettent les pays de l'OCDE en contact avec les pays non membres et les représentants nationaux de la société civile afin de débattre de questions d'intérêt commun. Les Forums mondiaux de l'OCDE portent sur les échanges, la gouvernance, la fiscalité internationale, la concurrence, le développement durable, l'agriculture, l'économie du savoir, l'investissement international et l'éducation. Grâce à ces Forums et à d'autres activités d'ouverture, l'OCDE coopère avec plus de 70 pays non membres.

Les réunions mettent à profit l'expérience et les travaux analytiques de l'OCDE pour aider les pays d'une région déterminée à trouver des espaces de consensus ou à lever des points de désaccord. Les Forums offrent d'excellentes possibilités de création de réseaux et peuvent révéler des synergies potentielles au sein de régions. Pour ce qui est des pays de l'OCDE, les Forums leur permettent de recueillir des avis utiles sur leurs travaux et proposer des idées de politiques nouvelles. Ils mettent à la disposition des membres de l'OCDE un réseau stable de décideurs de la région avec lesquels peut s'instaurer un dialogue permanent.

En 2004, des Forums mondiaux de l'OCDE, pour n'en citer que quelques-uns, se sont tenus sur les thèmes des échanges, de la gouvernance et de l'investissement international. Le 5<sup>e</sup> Forum mondial de l'OCDE sur la concurrence s'est tenu à Paris en 2005..

**Pourquoi  
la contribution  
de la société civile  
aux travaux  
des Comités  
est-elle importante ?**

Plus de 150 Comités et sous-groupes spécialisés de l'OCDE sont au cœur de l'activité de l'Organisation. C'est dans leur cadre que sont réalisés les travaux analytiques et que s'élaborent les consensus qui déboucheront sur des politiques publiques, et c'est là que la société civile peut avoir un véritable impact.

Les Comités sont composés d'experts gouvernementaux qui se réunissent plusieurs fois par an afin de débattre de questions de fond sur la base d'analyses, de statistiques et des données d'expérience des pays membres. À l'instar de ministères gouvernementaux, ils s'occupent de domaines tels que l'environnement, l'emploi, les finances ou l'éducation. Leurs conclusions peuvent devenir des recommandations officielles à l'intention des pouvoirs publics ou des « instruments de l'OCDE ».

Les Comités de l'OCDE ont mis au point leurs propres méthodes d'interaction avec la société civile. Certains d'entre eux tiennent périodiquement des consultations informelles avec la société civile sur des problèmes particuliers, d'autres organisent des rencontres plus régulières avec celle-ci dans un contexte plus structuré. Des OSC ont un statut d'observateur au sein de certains Comités et d'autres participent activement aux réunions. Des OSC ont aussi été invitées à prendre part à des réunions au niveau ministériel.

L'intérêt du public pour la mondialisation se concentre depuis quelques années sur l'accroissement des échanges et des investissements. Des organisations de la société civile représentant les points de vues des entreprises, des travailleurs, des secteurs de l'environnement et du développement ainsi que des consommateurs participent tous les ans à des réunions avec des membres du Comité des échanges de l'OCDE. Des OSC s'occupant d'environnement et de développement, des fédérations d'entreprises et des banques suivent de très près les travaux du Groupe de travail sur les crédits et garanties de crédit à l'exportation. L'accord récent sur les crédits à l'exportation pour des projets d'énergies renouvelables et des ressources en eau suscite un intérêt particulier de la part des OSC.

Les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, qui fournissent plus de 90 % de l'aide publique au développement (APD) mondiale, se consultent en ce qui concerne les politiques d'aide et sont ainsi en relation avec des OSC de pays à la fois développés et en développement. Des organisations de la société civile ont participé à la préparation des Lignes directrices du CAD pour la réduction de la pauvreté et elles contribuent à la définition de stratégies touchant le développement durable, la prévention des conflits et le renforcement des capacités commerciales. Elles prennent également part aux séminaires et conférences du CAD.

Depuis 1962, la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) et la Commission européenne d'agriculture (ECA) s'associent régulièrement aux travaux du Comité de l'agriculture de l'OCDE. Le Comité entretient des rapports de longue date avec le BIAC et il organise régulièrement des réunions d'une demi-journée où ont lieu des débats de fond auxquels participent des représentants de haut niveau d'organisations d'exploitants agricoles, de consommateurs, des secteurs de l'environnement et du développement, ainsi que des entreprises et des travailleurs. Le dialogue qu'entretiennent des OSC avec le Comité des pêcheries de l'OCDE a débouché sur une meilleure compréhension mutuelle de problèmes sensibles tels que la mise en œuvre de réformes, la libéralisation des échanges ou la pêche durable.

L'OCDE a recours à des consultations en ligne aux fins de l'élaboration de la politique fiscale (voir encadré 2) et tient des consultations régulières avec les entreprises. Celles-ci ont ainsi pu faire part de leur expérience pratique sur les questions de fiscalité internationale telles que régies par les conventions fiscales et les principes internationalement reconnus. Un certain nombre de Groupes techniques consultatifs rassemblent les milieux des entreprises et les représentants des gouvernements des pays membres de l'OCDE ainsi que des gouvernements de pays non membres, afin de collaborer à l'étude de questions telles que l'imposition du commerce électronique.

Le Groupe technique consultatif sur les impôts sur la consommation a rendu compte de cas de double imposition et d'obstacles à l'accès aux marchés engendrés par certaines méthodes d'application de taxes sur la valeur ajoutée aux services et aux biens incorporels faisant l'objet d'échanges internationaux. Un projet de grande ampleur de l'OCDE est désormais en cours pour traiter ce problème. Les entreprises ont contribué pour une part importante au processus de mise à jour du Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune, outil de référence international, ainsi qu'aux nouvelles séries « Orientations en matière d'impôts sur la consommation » et « Orientations pour l'administration fiscale ».

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'OCDE collabore avec la société civile et avec d'autres organisations internationales dans le cadre de son Programme sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur (Programme IMHE). Les activités relatives à ce programme sont décidées lors de réunions, de consultations et d'ateliers tenus avec l'UNESCO, des OSC et des établissements d'enseignement supérieur.

La société civile contribue systématiquement aux examens des performances environnementales des pays et est consultée, de même que les gouvernements et les entreprises, lors de la préparation des *Perspectives économiques de l'OCDE* et de la réalisation d'études nationales. ■

### Comment la société civile contribue-t-elle à l'application et au suivi des décisions de l'OCDE ?

La société civile participe activement aux travaux du Comité de l'investissement de l'OCDE touchant la promotion des réformes des politiques d'investissement et de la coopération internationale. Des OSC ont pris part à la révision des *Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales*. Désormais, même des citoyens ordinaires peuvent soumettre à l'attention des points de contact nationaux des cas présumés de non-respect des Principes. OECD Watch est un réseau international d'organisations de la société civile qui informent les

#### Encadré 2.

#### CONSULTATION EN LIGNE SUR LA FISCALITÉ

L'OCDE procède de plus en plus à des consultations en ligne afin de bénéficier plus largement des vues de la société civile. En juin 2005, les entreprises ont eu pour la première fois l'occasion de formuler des commentaires sur les questions de fiscalité spécifiques au secteur des assurances, puisque le Comité des affaires fiscales a publié sur son site Web le projet de dernière partie de son « Rapport sur l'attribution de profits aux établissements stables », qui concerne les assurances. Le Comité sollicite des commentaires sur les autres parties du rapport, traitant respectivement de considérations générales (2001), des activités bancaires traditionnelles (2003), et des transactions mondialisées (2004). Des réunions ont été organisées afin de donner suite à certains des commentaires reçus. Ceux-ci peuvent déboucher sur des révisions du texte et, lorsque le Comité des affaires fiscales ne retient pas une suggestion particulière, il en donne en général les raisons par écrit.

autres organisations des politiques et activités du Comité de l'investissement de l'OCDE. Elles rencontrent les membres de ce dernier à l'occasion de chaque réunion plénière et les points de contact nationaux à l'occasion de leurs réunions annuelles.

L'OCDE met actuellement au point, par le biais d'un partenariat avec les OSC et de multiples consultations avec le public, un Cadre de politiques pour l'investissement s'inscrivant dans l'Initiative récente de l'OCDE pour un investissement au service du développement. Elle élabore également, en ayant recours à des mécanismes comme le Web ou la consultation du public, un Outil de gestion du risque. Cet outil est destiné à aider les investisseurs à faire face aux difficultés liées à l'exercice responsable de l'activité économique dans les zones de conflit et dans les zones où la gouvernance est fragile

La société civile suit les progrès des États parties à la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption. Des organisations de la société civile travaillent aussi de pair avec l'OCDE dans le cadre d'activités d'ouverture vers les pays non membres destinées à lutter contre la corruption. Elles collaborent étroitement avec l'OCDE à des actions de sensibilisation dans ce domaine et donnent des avis en matière de réformes législatives. Récemment, une coopération s'est ainsi instaurée avec Transparency International afin de lutter contre la corruption dans la mise en œuvre de l'aide aux victimes du tsunami et des efforts conjoints ont été déployés pour s'attaquer à la corruption dans les économies en transition (Europe orientale, Caucase et Asie centrale).

Dans le domaine des sciences et de la technologie, les OSC contribuent à la mise en œuvre de politiques, à la prise de décisions et à des activités de suivi. Le BIAC et le TUAC interviennent dans les activités de l'OCDE portant sur l'innovation, les droits de propriété intellectuelle ainsi que sur les politiques de l'information et de la communication. La coopération entre l'OCDE et les OSC est en général soutenue dans les domaines de la protection des consommateurs, de la protection de la vie privée et de la sécurité de l'information, de l'économie numérique, de la société de l'information et de la biotechnologie.

Consumers International participe pleinement aux ateliers et séminaires de l'OCDE et a aidé cette dernière à rédiger les *Lignes directrices régissant la protection des consommateurs contre les pratiques commerciales transfrontières frauduleuses et trompeuses*. Depuis octobre 2005, Consumers International prend part aux réunions du Groupe de travail sur la sécurité de l'information et la vie privée du Comité de la politique de l'information, de l'informatique et des communications, réunions auxquelles assiste également The Public Voice, groupe d'OSC exerçant des activités dans le domaine de la protection de la vie privée et des consommateurs. The Public Voice a contribué à la rédaction des *Lignes directrices régissant la politique de cryptographie* et s'est aussi associé à la révision et à la mise en œuvre des *Lignes directrices de l'OCDE régissant la sécurité des systèmes et réseaux d'information*.

Les OSC ont aidé à l'élaboration de la « boîte à outils anti-spam » de l'OCDE et doivent participer au projet futur de l'Organisation sur l'incidence économique de la contrefaçon et du piratage. Elles ont pris part aux travaux de l'OCDE sur les bases de données utilisées dans la recherche en génétique humaine ainsi qu'à la rédaction des Principes directeurs concernant les licences sur les inventions génétiques.

L'évolution rapide, dans de nombreux pays de l'OCDE, du rôle des OSC s'occupant d'environnement – qui sont passées d'actions de sensibilisation à une participation effective à la prise de décisions et à la mise en œuvre et au suivi de politiques – se fait aussi sentir à l'OCDE, où elles interviennent au niveau de l'élaboration de mesures concernant l'environnement et les produits chimiques. Les OSC sont particulièrement bien intégrées aux travaux du Comité sur les produits chimiques, qui portent sur le développement et la coordination à l'échelon international des activités relatives à la salubrité et à la sécurité de l'environnement. Pour la première fois dans l'histoire de l'OCDE, des OSC ont assisté à une partie de la réunion des ministres de l'Environnement de l'OCDE tenue en 2004 et naturellement, les OSC prennent régulièrement part aux activités de coopération de l'OCDE avec les pays non membres touchant l'environnement, aux Forums mondiaux de l'OCDE sur le développement durable ainsi qu'à des conférences et ateliers organisés aux niveaux régional et national. Le Bureau européen de l'environnement coordonne la participation des OSC aux activités du Comité des politiques d'environnement. ■

### **Par quels autres moyens la société civile peut-elle influencer sur les travaux de l'OCDE ?**

La société civile intervient aussi auprès de l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire, essentiellement dans les domaines de la gestion des déchets radioactifs et de la protection radiologique. Le Forum, sur la confiance des parties prenantes organisé par l'Agence pour l'énergie nucléaire, permet de créer une discussion sur les mesures à prendre à l'échelon national, dans le domaine du nucléaire. Il réunit des responsables et des groupes d'intérêts locaux, des organisations de la société civile de premier plan, des parlementaires et des universitaires. Le Forum permet ainsi la mise en œuvre d'approches ascendantes et l'expression de points de vues différents.

La société civile, en coopération avec le Centre de développement de l'OCDE, œuvre en faveur du développement ainsi que de la réduction de la pauvreté et elle contribue directement aux recherches du Centre sur les politiques à suivre. Le Centre fait la synthèse des données réunies à partir de sondages et évalue les activités de sensibilisation à la pauvreté et à la coopération pour le développement menées par les OSC et les gouvernements des pays membres du CAD. Le Centre contribue à la tenue de réunions entre le CAD et l'ONG internationale Reality of Aid Network afin d'examiner les perspectives et enjeux contemporains en matière d'APD. ■

### **En quoi l'Internet est-il utile ?**

L'Internet, grâce à des consultations en ligne à l'échelon mondial, permet de rassembler des contributions en vue de l'établissement de rapports de l'OCDE. Le site Web de l'OCDE représente aussi un outil précieux pour la société civile, notamment en lui permettant d'obtenir des informations et des statistiques utiles pour ses travaux et de suivre les activités de l'OCDE. Des documents tels que rapports annuels, synthèses, lettres d'information, documents de travail, statistiques gratuites, ordres du jour de réunions, documents d'information et conclusions sont tous en libre accès sur le site [www.oecd.org](http://www.oecd.org). Les documents officiels mis en diffusion générale depuis 1990 sont disponibles sous forme électronique et peuvent être recherchés par direction, date ou cote sur le site [www.oecd.org/officialdocuments](http://www.oecd.org/officialdocuments).

Les personnes intéressées peuvent s'inscrire afin d'être informées par e-mail de la parution de nouvelles publications, de la mise à jour de statistiques et de la diffusion gratuite de lettres d'information se rapportant à leur domaine d'intérêt. Un portail statistique sur le site Web de l'OCDE donne librement accès à une sélection de bases de données en ligne de l'OCDE et renvoie vers des informations méthodologiques expliquant les statistiques de l'OCDE. ■

### Pour plus d'informations

Des informations complémentaires sur la collaboration de l'OCDE avec la société civile peuvent être obtenues auprès de Meggan Dissly, tél. : 33 (1) 45 24 80 94 ; e-mail : [Meggan.Dissly@oecd.org](mailto:Meggan.Dissly@oecd.org) ; ou sur le site [www.oecd.org/civilsociety](http://www.oecd.org/civilsociety).

Pour plus d'informations sur la classification telle qu'énoncée dans une résolution du Conseil de l'OCDE de 1997, se reporter à [www.oecd.org/informationdisclosure](http://www.oecd.org/informationdisclosure).

Pour plus d'informations sur le Forum de l'OCDE, se reporter à [www.oecdforum.org](http://www.oecdforum.org). ■

## Références

OCDE (2004), **Open Government : Fostering Dialogue with Civil Society**, ISBN 92-64-09983-2 ; 216 pages ; 40 €.

OCDE (2004), **Appropriation et partenariat : quel rôle pour la société civile dans les stratégies de réduction de la pauvreté ?** ; ISBN 92-64-01941-3 ; 116 pages ; 14 €.

OCDE (2003), **Fighting Corruptions: What Role for Civil Society ? The Experience of the OECD**, accessible gratuitement sur le site Web de l'OCDE : [www.oecd.org/corruption](http://www.oecd.org/corruption), sous la rubrique « Publications et documents », Rapports.

OCDE (2001), **Des citoyens partenaires : Information, consultation et participation à la formulation des politiques publiques**, ISBN 92-64-29556-9 ; 290 pages ; 34 €.

J. McDonnell, I. Solignac-Lecomte, H-B. Wegimont L. (2003), **L'opinion publique contre la pauvreté**, OCDE, Paris, ISBN 92-64-29998-X ; 252 pages ; 45 €.

OCDE (2002), **La gouvernance pour le développement durable : Études de 5 pays de l'OCDE**, ISBN 92-64-2847-7 ; 404 pages ; 45 €.

OCDE (2002), **Anti-Corruption Measures in South Eastern Europe : Civil Society's Involvement**, ISBN 92-64-19746-X ; 96 pages ; 20 €.

OCDE (2001), **Mieux vivre dans la ville : Le rôle de la gouvernance métropolitaine**, ISBN 92-64-2844 ; 237 pages ; 54 €.

OCDE (2001), **Des citoyens partenaires : Information, consultation et participation à la formulation des politiques publiques**, ISBN 92-64-29556-9 ; 290 pages ; 49 €.

AEN (2005), **Society and Nuclear Energy : Case Histories of Practical Communication Experiences**, disponible à l'adresse [www.nea.fr/html/civil/](http://www.nea.fr/html/civil/).

---

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :  
[www.ocdelibrairie.org](http://www.ocdelibrairie.org)

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : [www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org)

---

## Où nous contacter ?

### SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal  
75775 PARIS Cedex 16  
Tél. : (33) 01 45 24 81 67  
Fax : (33) 01 45 24 19 50  
E-mail : [sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

### ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin  
Schumannstrasse 10  
D-10117 BERLIN  
Tél. : (49-30) 288 8353  
Fax : (49-30) 288 83545  
E-mail :  
[berlin.contact@oecd.org](mailto:berlin.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org/deutschland](http://www.oecd.org/deutschland)

### ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE  
de Washington  
2001 L Street N.W., Suite 650  
WASHINGTON DC 20036-4922  
Tél. : (1-202) 785 6323  
Fax : (1-202) 785 0350  
E-mail : [washington.contact@oecd.org](mailto:washington.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecdwash.org](http://www.oecdwash.org)  
Toll free : (1-800) 456 6323

### JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo  
Nippon Press Center Bldg  
2-2-1 Uchisaiwaicho,  
Chiyoda-ku  
TOKYO 100-0011  
Tél. : (81-3) 5532 0021  
Fax : (81-3) 5532 0035  
E-mail : [center@oecdtokyo.org](mailto:center@oecdtokyo.org)  
Internet : [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

### MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique  
Av. Presidente Mazaryk 526  
Colonia: Polanco  
C.P. 11560 MEXICO, D.F.  
Tél. : (00 52 55) 9138 6233  
Fax : (00 52 55) 5280 0480  
E-mail :  
[mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)  
Internet : [www.rtn.net.mx/ocde](http://www.rtn.net.mx/ocde)

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.